



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES COURS D'EAU

-

ECHANTILLONNAGE DE L'ICHTYOFAUNE (14 LOTS)

Marché n° 2025-06

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE CONCLU SELON LA PROCÉDURE DE L'APPEL
D'OFFRES OUVERTS

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R.
2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

N° Lot	Intitulés lots séparés	Forme	Type d'attribution
1	HAUTS-DE-FRANCE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
2	NORMANDIE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
3	ILE-DE-FRANCE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
4	BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
5	GRAND-EST	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
6	CENTRE-VAL-DE-LOIRE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
7	AUVERGNE-RHONE-ALPES	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
8	AUVERGNE-RHONE-ALPES	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
9	NOUVELLE-AQUITAINE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
10	NOUVELLE-AQUITAINE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
11	OCCITANIE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
12	OCCITANIE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
13	PACA-CORSE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires
14	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	3 attributaires

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE.....	5
1.1. PREAMBULE.....	5
1.2. PRESENTATION GENERALE	5
1.3. OBJET DU MARCHE.....	5
1.4. FORME DU MARCHE	6
1.5. QUANTITES PREVISIONNELLES	7
1.6. PRESTATIONS ATTENDUES	7
1.7. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE ÉVENTUELLE (P.S.E) FACULTATIVE (EX-OPTION)	8
1.8. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 2 : DURÉE	8
2.1. DUREE DU MARCHE	8
2.2. DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	9
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	9
2.4. PASSATION DES COMMANDES	9
2.5. CLE DE REPARTITION DES COMMANDES	10
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	11
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
4.1. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
4.2. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	12
4.3. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE.....	12
4.4. OBLIGATIONS DES PARTIES	13
4.5. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	14
ARTICLE 5 : VERIFICATIONS, ADMISSIONS ET GARANTIES	16
5.1. OPERATION DE VERIFICATION	16
5.2. ADMISSION	16
5.3. REFACTION ET REJET.....	17
5.4. GARANTIES	17
ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	17
6.1 PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS.....	17
6.2 CONNAISSANCES ANTERIEURES	19
ARTICLE 7 : TRAITEMENT DE DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD	19
7.1 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT OFB.....	19
7.2 OBLIGATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT OFB VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT	22
ARTICLE 8 : PRIX	22
8.1 TYPE DE PRIX	22
8.2 REVISION DES PRIX.....	23
8.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	24
ARTICLE 9 : MODALITES DE PAIEMENT	24
9.1. MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE FACTURATION.....	24
9.2 DELAI DE PAIEMENT	25

9.3 PRESTATIONS PRO-BONO	26
9.4 ÉCHEANCIER DE PAIEMENT	26
9.5 AVANCE.....	26
9.6 NANTISSEMENT.....	27
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE.....	27
10.1. AVANCE POUR LES SOUS-TRAITANTS.....	27
10.2. SOUS-TRAITANCE	27
10.3. MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT AUX SOUS-TRAITANTS DE SECOND RANG	27
ARTICLE 11 : LIVRABLES	28
ARTICLE 12 : DELAIS TECHNIQUES	28
ARTICLE 13 : PENALITES	29
13.1 REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	29
13.2 PENALITES DE RETARD POUR RETARD D'EXECUTION.....	29
13.3 AUTRES CAS DE PENALITES.....	30
13.4 PENALITES LIEES AUX MANQUEMENTS RGPD	30
13.5 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	31
ARTICLE 14 : RESILIATION	31
14.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL :.....	31
14.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :	31
14.3 CAS PARTICULIERS DE RESILIATION	31
14.4 MISE EN DEMEURE PREALABLE.....	32
ARTICLE 15 : CLAUSE DE REEXAMEN SPECIFIQUE AU CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE.....	32
15.1 CAS GENERAUX	32
15.2 CAS SPECIFIQUES	32
ARTICLE 16 : CLAUSE ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES	33
ARTICLE 17 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	33
ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE..	34
18.1 ÉVOLUTIONS DE LA SOCIETE :.....	34
18.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	34
ARTICLE 19 : ASSURANCES.....	35
ARTICLE 20 : LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE	35
ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG-FCS	36

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1. Préambule

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) comporte les annexes suivantes :

- Annexe n°1 : Politique d'achats responsables - égalité femmes-hommes.
- Annexe n°2 : Bordereau des prix unitaires (B.P.U) type pour révision

1.2. Présentation générale

L'Office français de la biodiversité (OFB), est né le 1^{er} janvier 2020.

Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité.

Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS). Regrouper ces deux entités, dont les agents sont implantés sur l'ensemble de l'hexagone et les Outre-mer, c'est aussi assurer un ancrage solide dans les territoires pour agir à l'échelle locale.

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Ce nouvel établissement répondra à trois enjeux majeurs :

- Simplifier l'organisation par le rapprochement des expertises complémentaires de l'AFB et de l'ONCFS pour une meilleure lisibilité de leurs actions au service d'une seule et même stratégie ;
- Coordonner pour renforcer l'efficacité des politiques publiques dans les domaines du climat, de l'eau et de la biodiversité ;
- Renforcer l'action territoriale pour garantir un partage équilibré des usages et des espaces naturels, le respect des règles de protection de l'environnement et le maintien d'un environnement de qualité.

Les missions confiées au nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion équilibrée et durable de l'eau :

- L'appui à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité ;
- La gestion et l'appui à la gestion d'espaces naturels ;
- La police de l'environnement et la police sanitaire ;
- La formation et la mobilisation des citoyens et des parties prenantes ;
- Le développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise sur les espèces et les milieux, ainsi que sur la gestion adaptative

1.3. Objet du marché

Les prestations du présent marché ont pour objet l'acquisition de données hydrobiologiques par prélèvements sur les masses d'eau (cours d'eau) de l'ensemble du territoire métropolitain dans le cadre de la mise en œuvre du programme de surveillance défini par l'arrêté du 26 avril 2022.

Il concerne le recueil des données poissons, y compris les espèces de lamproies et d'écrevisses, organismes inclus par la suite sous le terme générique « poissons ».

Les prélèvements hydrobiologiques et le recueil des données mésologiques associées seront majoritairement réalisés sur des stations des réseaux du programme de surveillance.

Pour chaque station, l'échantillonnage est effectué au niveau du point de prélèvement, préalablement identifié et localisé.

1.4. Forme du marché

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre se compose de quatorze (14) lots.

Le présent accord-cadre est à lot unique et il est multi-attributaire (3 titulaires par lot).



IMPORTANT Cet accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

En revanche, les montants maximums sur la durée totale de l'accord-cadre (soit une durée ferme de 2 ans + une éventuelle reconduction possible de 2 ans) sont répartis de la façon suivante :

N° Lot	Intitulés lots séparés	Départements concernés	Montants maximum (€ HT) (durée ferme de 2 ans)	Montants Maximum (€ HT) (période de reconduction de 2 ans)	Montant total/lot Sur 4 ans (€ HT)
1	HAUTS-DE-FRANCE	2-59-60-62-80	220 000 €	220 000 €	440 000 €
2	NORMANDIE	14-27-50-61-28	230 000 €	230 000 €	460 000 €
3	ILE-DE-FRANCE	77-78-91-92-94-95	145 000 €	145 000 €	290 000 €
4	BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE	44-49-53-72-85-22-29-35-56	300 000 €	300 000 €	600 000 €
5	GRAND-EST	8-10-51-52-54-55-57-67-68-88	410 000 €	410 000 €	820 000 €
6	CENTRE-VAL-DE-LOIRE	18-28-36-37-41-45	190 000 €	190 000 €	380 000 €
7	AUVERGNE-RHONE-ALPES	1-7-26-38-42-69-73-74	320 000 €	320 000 €	640 000 €
8	AUVERGNE-RHONE-ALPES	3-7-15-42-43-63-69	190 000 €	190 000 €	380 000 €
9	NOUVELLE-AQUITAINE	16-17-19-23-79-86-87	355 000 €	355 000 €	710 000 €
10	NOUVELLE-AQUITAINE	24-33-40-47-64	450 000 €	450 000 €	900 000 €
11	OCCITANIE	11-30-34-48-66	385 000 €	385 000 €	770 000 €

12	OCCITANIE	9-12-31-32-46-65-81-82	495 000 €	495 000 €	990 000 €
13	PACA-CORSE	4-5-6-13-83-84-2A-2B	305 000 €	305 000 €	610 000 €
14	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	21-25-39-58-70-71-89-90	580 000 €	580 000 €	1 160 000 €
TOTAL tous lots confondus sur 4 ans					9 150 000 €

1.5. Quantités prévisionnelles

Les quantités prévisionnelles de l'accord-cadre sont listées dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs présentées, ci-dessous, sont fournies à titre purement indicatif et ne sont pas contractuelles.

Le nombre total de stations à suivre ainsi que le nombre d'opérations moyen sur 2 ans sont présentés dans le tableau suivant :

N° Lot	Région concernée	Nombre d'opérations moyen ($\pm 25\%$) sur une période de deux ans
1	HAUTS-DE-FRANCE	85
2	NORMANDIE	102
3	ILE-DE-FRANCE	46
4	BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE	122
5	GRAND-EST	155
6	CENTRE-VAL-DE-LOIRE	73
7	AUVERGNE-RHONE-ALPES	106
8	AUVERGNE-RHONE-ALPES	65
9	NOUVELLE-AQUITAINE	120
10	NOUVELLE-AQUITAINE	132
11	OCCITANIE	136
12	OCCITANIE	183
13	PACA-CORSE	90
14	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	180

1.6. Prestations attendues

Le présent marché concerne les lots et les régions présentés dans le tableau de l'annexe 1 au CCTP.

Les prestations comprennent :

- La programmation de la campagne d'échantillonnage ;
- Les demandes d'autorisations de réalisations de pêches scientifiques auprès des autorités compétentes et les demandes d'autorisations d'accès aux parcelles privées et si besoin la recherche préalable des coordonnées des propriétaires concernés ;
- La reconnaissance en amont de la campagne des points de prélèvement pour garantir le bon déroulement du jour de l'opération ;
- La préparation de l'opération d'échantillonnage au point de prélèvement indiqué ;
- La réalisation de l'opération d'échantillonnage par mise en œuvre d'un protocole de pêche à l'électricité réalisé à pied ou/et en bateau ;
- La biométrie (identification, le tri et la mesure) du matériel biologique recueilli ;
- Le prélèvement de matériel biologique à des fins d'analyses chimiques (sur certaines stations définies par l'OFB) ;
- Le recueil de données mésologiques ;
- La saisie des données, leur restitution selon les formats définis et la transmission des documents afférents à chaque opération.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses treize (13) annexes (Liste lots et DR ; liste de stations ; répartition temporelle des opérations ; Fiche terrain PELEC - fiche points de prélèvements ; Fiche terrain PELEC - fiche opération ; Fiche terrain PELEC - fiche biométrie ; Fiche terrain PELEC - fiche description points ; Fiche terrain PELEC - fiche transects ; Guide AQUAREF conditionnement biote 2017 ; Matériel labo ; Compte-rendu ; Guide pratique ; ASPE Guide d'utilisateur).

1.7. Prestation Supplémentaire Éventuelle (P.S.E) facultative (ex-option)

Pour chaque lot, 2 P.S.E facultatives (ex-option) sont prévues dans le cadre de ce marché.

Elles consistent à :

- P.S.E n°1 : mesure du champ d'attraction (électrique).
- P.S.E n°2 : mesure de la concentration et de la saturation en oxygène dissous.

Le détail des prescriptions techniques relatif à ces P.S.E se trouve dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) à l'article 6.4 du C.C.T.P « Réglages matériel » et 7.3 du C.C.T.P « Bien-être animal ».

Le candidat peut ne pas répondre à ces P.S.E sans que son offre soit pénalisée.

Pour chacun des lots, le Pouvoir Adjudicateur fera part de son choix de retenir la P.S.E lors de la passation de chaque bon de commande.

1.8. Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement des articles R.2122-7 du Code de la commande publique, l'OFB se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires (marchés complémentaires).

ARTICLE 2 : DURÉE

2.1. Durée du marché

L'accord-cadre sera conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter du 1^{er} avril 2026.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est reconductible 1 fois pour une période de deux (2) ans, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent accord-cadre sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire un ou plusieurs lots de l'accord-cadre, par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire (date anniversaire du début du marché soit le 1^{er} avril).

2.2. Délai d'exécution des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande notifiés au titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification au titulaire.

- Au cours de l'accord-cadre, quelle que soit la date d'émission du bon de commande par l'OFB ou de réception du bon de commande par le titulaire, la durée d'exécution du bon de commande ne pourra pas excéder huit (8) mois maximum étant donné la périodicité des pêches électriques pouvant s'étaler d'avril jusqu'à fin novembre.
- En outre, quelle que soit la date d'émission du bon de commande par l'OFB ou de réception du bon de commande par le titulaire, la durée d'exécution du bon de commande ne pourra pas dépasser le terme de l'accord-cadre de plus de huit (8) mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

2.3. Prolongation du délai d'exécution des bons de commande

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date de livraison ou le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

Cette demande doit être formulée, signée par la personne habilitée (ou son délégataire) à engager la société puis transmise par tous moyens écrits existants ou à venir (Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.) permettant de donner une date certaine au message.

Conformément au 2^{ème} paragraphe de l'article 2.2 du C.C.A.P du présent accord-cadre, l'éventuelle prolongation ne devra pas prolonger la durée du bon de commande initial de plus de huit (8) mois maximum et/ou dépasser le terme de l'accord-cadre de plus de huit (8) mois maximum.

2.4. Passation des commandes

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande notifiés aux titulaires.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-F.C.S, les bons de commande peuvent être notifiés :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;

- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- Soit par tout autre moyen existant ou à venir (Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.) permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- Le numéro de l'accord-cadre et du lot ;
- Le nom de la direction régionale, du service qui commande ;
- Le nom et le numéro de la direction régionale, du service qui commande ;
- Les coordonnées de la personne qui commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence commerciale des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées par l'article 8 du présent CCAP ;
- La désignation du (ou des) destinataire des prestations (nom de la délégation régionale, nom et numéro du service, nom du destinataire) ;
- Le ou les lieux d'exécution (adresse, étage, n° de pièce le cas échéant) ;
- La date de la prestation ;
- L'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celle habilitées par direction ou entité de l'OFB.

2.5. Clé de répartition des commandes

Les bons de commande interviendront sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande selon leur rang de classement à l'issue de l'analyse des offres dans les conditions suivantes.

Les bons de commande seront émis selon la règle suivante : [la méthode dite « en cascade »](#)

- Les bons de commande seront notifiés par priorité au titulaire le mieux classé (« le titulaire de premier rang »)¹, et, en cas d'impossibilité pour celui-ci d'assurer la prestation demandée dans le délai exigé, au 2^{ème} titulaire le mieux classé, puis en cas d'impossibilité du second titulaire, le 3^{ème} titulaire sera contacté.

Le titulaire sollicité doit se prononcer sous 72h (hors jours fériés et week-end) sur sa capacité à assurer la prestation demandée dans le délai exigé.

À l'issue de sa 1^{ère} réponse et si elle est positive, il dispose de 72h (hors jours fériés et week-end) pour présenter une proposition technique et tarifaire afin de permettre aussitôt l'émission du bon de commande.

En cas d'absence de réponse ou de réponse négative dans la 1^{ère} période de 72 heures (hors jours fériés et week-end), l'OFB sollicitera le titulaire suivant.

¹ Classement issu de l'analyse des offres des accords-cadres lots n°1 à n°14 inclus

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement² et son annexe financière Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) dont seul l'exemplaire conservé par l'OFB fait foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses treize (13) annexes (*Liste lots et DR ; liste de stations ; répartition temporelle des opérations ; Fiche terrain PELEC - fiche points de prélèvements ; Fiche terrain PELEC - fiche opération ; Fiche terrain PELEC - fiche biométrie ; Fiche terrain PELEC - fiche description points ; Fiche terrain PELEC - fiche transects ; Guide AQUAREF conditionnement biote 2017 ; Matériel labo ; Compte-rendu ; Guide pratique ; ASPE Guide d'utilisateur*) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°NOR : ECOM2106868A du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande.

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> et/ou
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 7.2 du présent C.C.A.P.

Les éventuelles questions-réponses durant la consultation (*appel à concurrence*) ont un ordre de priorité correspondant au document qu'elles concernent.

Si plusieurs documents sont affectés, elles bénéficieront du rang de priorité de la pièce la plus élevée qui est concernée.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.A.P, du C.C.T.P ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

4.1. Lieu d'exécution des prestations

Le marché est exécutable sur l'ensemble du territoire métropolitain (*se reporter à l'annexe n°1 du CCTP*).

² Dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.

4.2. Remplacement des intervenants

Le titulaire met à disposition de l'OFB une équipe dédiée, présentée dans son mémoire technique.

En cas de changement d'un des intervenants dont la présence est indiquée dans la réponse à l'accord cadre, le titulaire doit en avertir l'OFB, par tous moyens écrits existants ou à venir (*Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.*) permettant de donner une date certaine au message et lui présenter le profil du nouvel intervenant.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congrés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail, etc.).

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'OFB ne le récusé pas dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier et la date de référence servant au calcul des pénalités. Aucun retard d'exécution ne doit en découler.

Le personnel du titulaire doit être à effectif constant, à charge pour le titulaire de pourvoir au remplacement des absents. Ce remplacement doit se faire sans délai par du personnel de qualification égale ou supérieure à celle du personnel affecté.

Toutefois, l'OFB se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas au profil souhaité.

Le remplacement d'une personne de l'équipe par une autre doit faire l'objet :

- d'une présentation à l'OFB à l'avance ;
- un temps d'échange avec le nouvel intervenant, le référent technique (*contact privilégié de l'OFB*) et l'OFB.

L'OFB ne peut récuser le remplaçant que :

- pour la non-conformité au profil initialement proposé et accepté ou
- pour le non-respect de la sécurité inhérente à la manipulation du matériel lors des formations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

Cette procédure de remplacement n'est pas applicable en cas de survenance d'un événement de force majeure, c'est à dire un événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties.

Pendant la durée d'exécution de la prestation, l'OFB se réserve le droit de récuser, pour des raisons motivées, un (ou des) intervenant(s) mentionné(s) dans la réponse du titulaire.

À défaut de proposition d'un remplaçant par le titulaire ou en cas de trois (3) récusations successives motivées par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

4.3. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au titulaire de l'accord-cadre sont confidentiels, le titulaire de l'accord-cadre se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.4. Obligations des parties

4.4.1 Obligations communes entre le prestataire et l'OFB :

Le prestataire et l'OFB affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ces prestations et se communiqueront l'ensemble des informations nécessaires à leur bonne exécution.

4.4.2 Obligations du titulaire :

A°) Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans l'ordre de service et les bons de commande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire concerné n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

B°) Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

4.4.3 Obligations de l'OFB :

Dès la notification de l'accord-cadre, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- Désigner un représentant en DR chargé de suivre l'exécution du marché, les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais.
Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

4.4.3 Rôle de pilotage de l'OFB :

L'OFB a un rôle de pilotage et de coordination pendant toute la durée du marché.

Les titulaires désignent à cet effet, un interlocuteur unique.

Des réunions, décrites à l'article 9 du CCTP, seront réalisées afin d'assurer la bonne réalisation des prestations, de maintenir le niveau de qualité et éventuellement de définir des axes de progrès.

La direction régionale (DR) de l'OFB, responsable du suivi de l'exécution du marché peut prévoir des réunions dont les modalités seront précisées lors de l'émission des bons de commande.

Le titulaire sera en contact avec la DR de l'OFB en charge du suivi de ce marché. Des réunions d'échanges seront organisées au cours de l'année.

À tout moment de l'exécution du marché, le prestataire est incité à échanger régulièrement avec la direction régionale de l'OFB, responsable du lot, qui assure le suivi de l'exécution du marché.

Il est notamment tenu de l'informer dans les plus brefs délais et par tout moyen écrit approprié, de toute modification dans les domaines susceptibles d'affecter les conditions de réalisation des échantillonnages, la qualité des données produites ou de toute autre difficulté impactant la prestation.

4.5. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit mettre en œuvre ses moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché.

4.5.1 Documents en version numérique :

Les livrables attendus (cf. art.8 du CCTP) pourront prendre des formes diverses.

Ils devront être transmis à l'OFB en version numérique.

Par conséquent, les supports devront être compressés au maximum.

4.5.3 Pour les déplacements :

Pour se déplacer sur les différents sites de pêche électrique, le titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les moyens de transports les plus vertueux.

4.5.4 Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement³, de communiquer au Pouvoir Adjudicateur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification de l'accord-cadre.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué après notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de l'accord-cadre, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'OFB le lien internet permettant au Pouvoir Adjudicateur d'accéder à ce document.

4.5.5 Plan de progrès :

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des caractéristiques environnementales des prestations du marché.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dont la mise en œuvre démarre dès la troisième (3^{ème}) année à compter du 1^{er} avril 2026 et pour la durée restante du marché.

Les axes de progrès sont définis conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

A°) Élaboration du plan de progrès

La démarche est initiée par le titulaire à la fin de la deuxième (2^{ème}) année.

Le titulaire présente au Pouvoir Adjudicateur le reporting (et les moyens de preuve associées) des données annuelles relatives à l'exécution du plan de progrès, sur notamment les points suivants :

- La gestion des flux numériques ;
- Le renouvellement du matériel informatique ;
- La réduction de l'impact carbone du transport

Sur la base des données et des retours d'expérience capitalisés à l'issue des deux (2) premières années d'exécution du marché, le titulaire présente au Pouvoir Adjudicateur un projet détaillant les propositions d'amélioration et objectifs qu'il est en mesure d'atteindre sur la durée totale restante de l'accord-cadre et les actions nécessaires permettant la réalisation des axes de progrès ciblés.

Ce plan d'actions précise également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation.

Sur le fondement de cette proposition, le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur engagent des discussions afin d'élaborer et valider le plan de progrès.

³ 1°) Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes ;

2°) Dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes ;

3°) L'Etat, les régions, les départements, les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communes ou communautés de communes de plus de 50 000 habitants ainsi que les autres personnes morales de droit public employant plus de deux cent cinquante personnes.

Le plan de progrès fait l'objet d'une validation par le Pouvoir Adjudicateur avec l'appui de la Cheffe de la mission du développement durable dans un délai de deux (2) mois après réception.

Ce plan de progrès n'a pas vocation à entraîner une modification des conditions financières de l'accord-cadre.

Ainsi, il est formalisé par tous moyens écrits existants ou à venir (Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.) permettant de donner une date certaine au message entre les parties.

B°) Pilotage et suivi du plan de progrès

Le pilotage du plan de progrès est réalisé par le Pouvoir Adjudicateur et la Cheffe de la mission du développement durable.

C°) Évaluation du plan de progrès

En fin d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire transmet au Pouvoir Adjudicateur une évaluation du plan de progrès sur sa durée totale et présentant les résultats des actions mises en œuvre, le retour d'expérience du plan et, le cas échéant, les points d'amélioration dans le cadre d'un prochain marché.

ARTICLE 5 : VERIFICATIONS, ADMISSIONS ET GARANTIES

5.1. Opération de vérification

5.1.1 Nature des opérations :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réaliser les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

5.1.2 Point de départ du délai pour les opérations de vérification :

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale ou de livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

5.1.3 Délai de vérification :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

5.1.4 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et des heures fixés pour les vérifications.

5.1.5 Déroulement des opérations de vérification :

Conformément à l'article 28.3 du CCAG-FCS, dès lors qu'ils existent des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

5.2. Admission

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

5.3. Réfaction et rejet

Les réfections et rejets s'effectuent conformément aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS.

Toutefois, en cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

5.4. Garanties

5.4.1 Garantie des fournitures :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations, objets du présent marché, ne donnent pas lieu à une garantie.

ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

6.1 Protection de la propriété intellectuelle – cession de droits

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire et identifiés dans les cahiers des clauses techniques particulières de l'accord cadre (2025-06) (cf. article 8 du CCTP) dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.

À ce titre, le titulaire s'engage à les restituer à l'établissement (Office Français de la Biodiversité (OFB)), à tout moment sur simple demande de la part de l'OFB et au terme de l'accord-cadre ; cette restitution se fait sous format défini dans le cadre du présent accord-cadre et/ou des éventuels futurs bons de commande.

Au titre de cette cession, le titulaire de l'accord-cadre cède à l'OFB, à titre exclusif et définitif l'ensemble des droits de propriété intellectuelle listés à l'article 37 du CCAG FCS, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour les finalités suivantes :

- Exploitation par l'OFB et/ou transfert de tout ou partie des livrables à des tiers désignés par lui aux fins d'études scientifiques, analyses statistiques, protection des espèces,
- Exploitation par l'OFB et/ou transfert de tout ou partie des livrables à des tiers désignés par lui aux fins de communication institutionnelle et/ou publication scientifique
- Exploitation par l'OFB et/ou transfert de tout ou partie des livrables à des tiers désignés par lui aux fins de développement de logiciels, algorithmes, méthodes, techniques permettant d'améliorer la connaissance et le suivi des espèces marines et/ou de leur interaction avec les activités de pêche ;
- Exploitation par l'OFB et/ou transfert de tout ou partie des livrables à des tiers désignés par lui aux fins de protection par un titre de propriété industriel

Exploitation par l'OFB et/ou transfert de tout ou partie des livrables à des tiers désignés par lui aux fins de mise sous licence libre ouverte (lien : <https://www.etalab.gouv.fr/licence-ouverte-open-licence>)

- Pour toute communication, diffusion en lien ou non avec l'objet du programme de surveillance des cours d'eau - échantillonnage de l'ichtyofaune - régions PACA et Corse et d'une manière générale toute communication, diffusion utile à l'exercice des missions de l'OFB et/ou de ses partenaires.

Le transfert des droits sur un livrable est opéré à compter de l'admission du livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges du titulaire de l'accord-cadre sur les livrables.

Aux termes de cette cession, l'attributaire de l'accord-cadre ne dispose plus d'aucun droit patrimonial sur les livrables, cette cession ne peut être interprétée comme une cession partielle des droits de propriété littéraire et artistique.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'elle réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à son seul profit et sans devoir de redevances au titulaire de l'accord-cadre.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire de l'accord-cadre garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, l'attributaire de l'accord-cadre garantit :

- Qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques
- Qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, l'attributaire de l'accord-cadre devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- Que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire de l'accord-cadre garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle portant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations l'attributaire de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage :

- À apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- À prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamnée l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables. La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation ;

- À son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

6.2 Connaissances antérieures

Se référer aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DE DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD

7.1 Obligation du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement OFB

7.1.1 Engagement du sous-traitant⁴ :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

7.1.2 Sous-traitance :

Si le sous-traitant fait appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques, dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement

⁴ Dans le cadre du présent article 7 du CCAP, au sens de l'article 4.8 règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD), le titulaire du marché public est considéré comme sous-traitant.

d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7.1.3 Droit d'information des personnes concernées :

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

7.1.4 Exercice des droits des personnes :

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

7.1.5 Notification des violations de données à caractère personnel :

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel à l'adresse suivante :

dpd@ofb.gouv.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

7.1.6 Mesures de sécurité :

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.1.7 Sort des données :

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- À renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.
- Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

7.1.8 Déléguée à la protection des données :

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

7.1.9 Registre des catégories d'activités de traitement :

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.1.10 Documentation :

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

7.2 Obligation du responsable de traitement OFB vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
- Superviser le traitement, y compris, le cas échéant à réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 8 : PRIX

8.1 Type de prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit septembre 2025 (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à

l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires auquel s'ajoute également le prix de la cession des droits mentionnés à l'article 6 du présent CCAP.

8.2 Révision des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit septembre 2025 (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Les prix sont réputés fermes durant la 1^{ère} année d'exécution de l'accord-cadre.

La demande de révision des prix pourra être transmise à tout moment du marché, sous réserve des conditions citées dans cet article, de préférence une (1) fois par an et en début d'année civile.

La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

A la date anniversaire du marché (date du commencement du marché au 1^{er} avril), les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient **P** donné par la formule suivante :

$$P = P0 [1 * (Ind/Ind0)]$$

Selon les dispositions suivantes :

P = Prix révisé

P0 = Prix d'origine de l'accord-cadre

Date de lecture des indices « 0 » : mois de remise des offres soit septembre 2025 (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Ind = Valeur de l'indice, pour le trimestre précédant la date de révision.

Ind0 = Valeur du dernier indice paru au mois de remise des offres soit septembre 2025 (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Indice de référence : Indice Syntec révisé

L'indice de référence est mensuel mais sa publication est trimestrielle et il est disponible sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis au centime d'euro supérieur.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire. Cette demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur (adresse ci-dessous) au moins un (1) mois avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié.



A défaut d'envoi dans le délai, la demande sera prise en compte à la prochaine échéance (ou bon de commande).

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou disparaître pendant la période d'exécution du présent marché, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un accord commun un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du marché, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera la passation d'un acte modificatif (ex-avenant) à l'accord-cadre.

La demande sera adressée au :

- Au responsable administratif de la direction régionale, gestionnaire du lot,
- Au responsable technique du lot,
- Au chargé de mission national en charge de la coordination des marchés

Les adresses mails correspondantes seront transmises après la notification du marché par les gestionnaires des lots.

À la demande, il sera joint le BP type pour les demandes de révision, révisé, daté et signé, du lot concerné. Le document est disponible en annexe 2 au CCAP.

8.3 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 10%, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 12 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 9 : MODALITES DE PAIEMENT

9.1. Modalités de paiement des prestations et modalités de facturation

L'ordonnateur est le Directeur Général de l'OFB ou son représentant.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable de l'établissement ou son représentant.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- La référence de l'accord-cadre (n°2025-06) ;
- La référence du lot concerné ;
- La référence de l'ordre de service ou du bon de commande concerné ;
- L'objet de l'accord-cadre ;

- La désignation succincte de la prestation exécutée (UO) (désignation de l'intervention effectuée, indication des prix unitaires, quantité, pourcentage d'exécution de la prestation ;
- Le montant HT à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant TTC ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

Le paiement se fait à la validation du « service fait ». Le mode de paiement choisi est le mandat administratif. Conformément à l'article 11.3.4 CCAG-FCS, les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)⁵ à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (OFB), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2020/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

9.2 Délai de paiement

Conformément à l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

⁵ Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

9.3 Prestations pro-bono

Dans l'hypothèse où le titulaire effectuerait des prestations à titre gracieux (prestations « pro-bono ») au bénéfice du Pouvoir Adjudicateur, celles-ci devront être validées préalablement et **expressément** par le Pouvoir Adjudicateur par tous moyens écrits existants ou à venir (**Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.**) permettant de donner une date certaine au message. Elles ne pourront donner lieu à aucune contrepartie.

9.4 Échéancier de paiement

9.4.1 En cas de candidature unique :

Conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les acomptes seront versés en fonction de l'avancée des prestations comme suit :

- Un premier acompte de 40% du montant de la commande après validation du service fait du gestionnaire du lot (en concertation avec le prestataire) estimant que 40% de la prestation a été effectuée ;
- Un second acompte de 40% du montant de la commande après validation du service fait du gestionnaire du lot (en concertation avec le prestataire) estimant que 80% de la prestation a été effectuée ;
- Enfin le solde correspondant à 20% du montant de la commande après service fait.

9.4.2 En cas de groupement :

La répartition des montants entre les membres du groupement sera définie à chaque bon de commande.

9.5 Avance

9.5.1 Cas général :

Sous réserve des précisions figurant au présent CCAP, en conformité avec l'article R. 2191-3 à R. 2191-18 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut bénéficier d'une avance de 5% pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

9.5.2 Cas des micros, petites ou moyennes entreprises :

En revanche, par dérogation à l'article 11.1. « Option A » du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre peut bénéficier du versement d'une avance de 30% pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois si l'entreprise comportent moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros

ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

9.6 Nantissement

Les créances résultant de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties par le titulaire dans les conditions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

10.1. Avance pour les sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Les sous-traitants de second rang ne sont pas éligibles au paiement direct.

10.2. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (cf. articles R. 2393-24 et suivants du code de la commande publique).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.



En outre, en matière de fourniture, la sous-traitance est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'OFB, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues,
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'OFB doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de vingt-et-un jours (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

10.3. Modalités particulières de paiement aux sous-traitants de second rang

Conformément à l'article L. 2193-14 du Code de la commande publique, le sous-traitant, qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie de l'accord-cadre dont il est chargé, est tenu de lui délivrer une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La délégation de paiement a pour objet d'accorder plus de garanties de paiement aux sous-traitants de 2nd rang.

Elle permet de faire payer le sous-traitant par le maître d'ouvrage et évite ainsi à l'entrepreneur principal d'avoir à supporter le coût d'une caution.

La convention de délégation doit être signée par les trois (3) parties : le sous-traitant direct, le sous-traitant de second rang et le maître de l'ouvrage.

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le sous-traitant de premier rang justifie avoir fourni une caution solidaire et personnelle.

ARTICLE 11 : LIVRABLES

Les livrables sont les suivants :

- Le calendrier prévisionnel des opérations ;
- Les fiches des points de prélèvement ;
- Le compte rendu succinct de terrain ;
- Les fiches de terrain ;
- Les photographies du point de prélèvement et des espèces identifiées ;
- La saisie des données dans l'outil ASPE.

Les présents livrables sont décrits dans le CCTP.

Le titulaire est tenu de remettre à l'OFB l'ensemble des livrables indiqués au CCTP aux formats précisés dans l'article 8 du CCTP.

ARTICLE 12 : DELAIS TECHNIQUES

Les délais relatifs aux différentes actions techniques à mener sont indiqués ci-dessous :

Actions	Responsabilité	Délais	Paragraphe (CCTP)
Transmission du calendrier prévisionnel des opérations	Par le titulaire à l'OFB	3 semaines après la fourniture par la DR de la programmation annuelle.	5.1
Validation calendrier	Par l'OFB	1 mois après réception de la proposition	5.1
Transmission d'un changement de calendrier (hors cas de force majeure)	Par le titulaire à l'OFB	2 semaines avant le début de l'opération concernée.	5.1
Transmission de la demande d'autorisation réglementaire de pêche scientifique	Par le titulaire aux services compétents	3 mois avant le début des campagnes sous réserve d'une transmission de la programmation par l'OFB dans ce délai	5.2
Campagne de pré-visite des points de prélèvements	Par le titulaire	1 mois avant date opération sur points de prélèvements	5.3
Recherche d'un point de prélèvement alternatif à celui indiqué (à valider avec la DR) et fourniture de la fiche point de prélèvement	Par le titulaire à l'OFB	3 semaines après la première visite	5.3
Information de l'impossibilité de réaliser une opération (cas de force majeure)	Par le titulaire à l'OFB	Dès que possible et au plus tard le jour des prélèvements	6.3

Proposition d'une reprogrammation de la station non inventoriée (et planning à jour)	Par le titulaire à l'OFB	1 semaine après le jour initialement programmé	6.3
Réception du matériel de prélèvement	Transmis du laboratoire d'analyse (prestataire de l'AELB) au titulaire	1 semaine avant le jour des prélèvements	6.9
Transmission du compte rendu de la semaine	Par le titulaire à l'OFB	2 semaines après la fin de la semaine civile comportant au moins une opération	8.1
Transmission des scans des fiches terrain au format PDF	Par le titulaire à l'OFB	2 semaines après la fin de la semaine civile comportant au moins une opération	8.1
Validation du CR semaine	Par l'OFB	1 mois après réception du CR	8.1
Correction éventuelle des fiches terrain	Par le titulaire	31 mars de l'année N+1	8.1
Transmission des photos du point de prélèvement et des taxons	Par le titulaire à l'OFB	2 semaines après la fin de la semaine civile comportant au moins une opération	8.2
Validation des fiches terrain et photographies	Par l'OFB	31 mars de l'année N+1	8.1 et 8.2
Saisie sur ASPE des informations et résultats relatifs aux inventaires	Par le titulaire	31 janvier de l'année N+1	8.4
Validation des données brutes	Par l'OFB	31 mars de l'année N+1	8.4
Transmission du support de présentation d'une réunion	Par le titulaire à l'OFB	1 semaine après la réunion	9
Transmission d'un compte rendu de réunion	Par le titulaire à l'OFB	1 semaine après la réunion	9
Transmission d'une information de modification d'un référent technique	Par le titulaire à l'OFB	2 semaines avant la réalisation des prestations de terrain	10.2

ARTICLE 13 : PENALITES

13.1 Répartition des pénalités entre cotraitants et sous-traitants

La répartition des pénalités entre les cotraitants et les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le titulaire (*en cas d'entreprise unique*) ou par le mandataire du groupement dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la date de notification du document lui demandant cette information.

Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu ci-dessus, le montant total des pénalités est supporté définitivement par le titulaire ou le mandataire du groupement.

13.2 Pénalités de retard pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard par rapport aux délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché dans le mémoire technique du candidat.

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, les jours sont calendaires.

Par dérogation, à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 300$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard

Tout jour de retard entamé est dû.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

Les pénalités sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

13.3 Autres cas de pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

L'OFB pourra, dans les mêmes conditions, appliquer les pénalités suivantes :

- Non-réalisation de l'opération de prélèvement : pénalité forfaitaire de 200 euros ;
- Retard dans la communication, la mise à disposition ou la mise à jour du calendrier des opérations de prélèvements : pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard ;
- Non communication du compte rendu succinct de terrain : pénalité forfaitaire de 25 euros par jour de retard ;
- Non communication de la fiche terrain dont la fiche du point de prélèvement : pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard ;
- Non-respect du calendrier prévisionnel des opérations de prélèvements : pénalité forfaitaire de 50 euros par modifications non justifiées du calendrier initial ;
- Défaut de complétude des livrables définis à l'article 6.3 : pénalité forfaitaire de 25 € par livrable incomplet ;
- Non-respect des protocoles cités dans le CCTP : pénalité forfaitaire de 100 euros par anomalie constatée ;
- Non-respect des règles de sécurités : pénalité forfaitaire de 100 euros par manquements

Les pénalités sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

13.4 Pénalités liées aux manquements RGPD

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 50 € H.T par jour de retard (à compter de la demande ou de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD (cf. article 7.1.8 du CCAP) ;
- 100 € H.T par jour de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel (cf. article 7.1.5 du CCAP).

13.5 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire de l'accord-cadre ainsi mise en demeure apporte au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, l'accord-cadre peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 41.1.a du CCAG-FCS.

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Le montant de la pénalité correspond à 10% du montant H.T des prestations commandées et réalisées qui ont fait l'objet d'un paiement par le pouvoir adjudicateur au titulaire depuis la notification de l'accord-cadre ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L. 8224-1, L. 8824-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 14 : RESILIATION

14.1 Résiliation pour motif d'intérêt général :

Sous réserve des précisions figurant au présent CCAP, l'article 41 du CCAG-FCS s'applique.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques de l'attributaire, en cas de résiliation pour faute de l'attributaire.

La résiliation unilatérale de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, ouvre droit à indemnité dans les conditions prévues par l'article 42 du CCAG-FCS.

14.2 Résiliation pour faute du titulaire :

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire :

- Lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives de l'accord-cadre ou les documents validés de l'offre ;
- En cas d'inexécution établie, prouvée et rapportée.
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel.

14.3 Cas particuliers de résiliation

14.3.1 Non résiliation des bons de commande en cours d'exécution :

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas résiliation :

- Des bons de commande en cours d'exécution.

14.3.2 Exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation pour faute :

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation pour faute du titulaire.

Le titulaire devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles prévues dans le CCTP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

14.4 Mise en demeure préalable

Lorsque la résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE REEXAMEN SPECIFIQUE AU CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE

15.1 Cas généraux

L'accord-cadre pourra être modifié, conformément aux cas listés dans la partie réglementaire du Code de la commande publique, deuxième partie, livre Ier, titre IX, chapitre IV « modification du marché » :

- En cas de travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du Code de la commande publique) ;
- En cas de circonstances imprévues (article R. 2194-5 du Code de la commande publique) ;
- En cas de substitution d'un nouveau titulaire (article R. 2194-6 du Code de la commande publique) ;
- En cas de modification non substantielle (article R. 2194-7 du Code de la commande publique) ;
- En cas de modification de faible montant (articles R. 2194-8 à R. 2194-9 du Code de la commande publique).

15.2 Cas spécifiques

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, dans les 3 cas de figure suivant :

- Modification et/ou ajout de prestations consécutif à une évolution juridique réglementaire, législative, européenne voire internationale ;

Ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'Accord-cadre.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sûres :

- Les prix des matériels indiqués au BPU annexé à l'acte d'engagement ;

- La composition du matériel (modifications du matériel, ajouts d'accessoires et/ou d'options) et, par voie de conséquence, sur les prix correspondants ;
- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le prix net du matériel et/ou de la prestation modifié(e) ou ajouté(e) est déterminé comme suit : en cas d'absence de tarif conseillé par le fabricant, le Titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation modifié(e)/ajouté(e) et le matériel ou la prestation analogue à l'Accord-cadre, notamment par la communication :

- D'une note explicitant la nécessité de dépenses supplémentaires et démontrant le lien de causalité avec au moins la circonstance précédemment citées dans cet article 13.2 du présent C.C.A.P
- De son taux de marge.

Quoi qu'il en soit, le prix de la prestation ou du matériel modifié(e) ou ajouté(e) ne saurait excéder de 50% le prix du matériel ou de la prestation comparable au présent Accord-cadre.

En tout état de cause :

- Le matériel ou la prestation modifié(e) est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent Accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur au matériel ou à la prestation proposé(e) initialement ;
- Le matériel ou la prestation ajouté(e) est conforme à l'objet de l'Accord-cadre et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec le matériel ou la prestation dudit l'Accord-cadre ; il est également nécessaire à sa bonne exécution.

Les modifications devront recevoir une acceptation expresse de l'OFB et être attestées par voie d'avenant.

ARTICLE 16 : CLAUSE ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

Dans le cadre d'une politique d'achats responsables, l'OFB souhaite mobiliser les entreprises.

Afin de progresser en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'OFB souhaite œuvrer contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, après l'attribution de l'accord-cadre, il est demandé au titulaire de remettre à jour ses réponses, déjà fournies dans le cadre du questionnaire présent en annexe, selon la fréquence indiquée ci-dessous.

Le questionnaire mentionné, ci-dessus, est déposé par le titulaire (1 fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre) à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 17 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent accord-cadre et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

18.1 Évolutions de la société :

Le titulaire doit avertir l'Office Français de la Biodiversité (OFB) de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

18.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

18.2.1 Redressement ou liquidation judiciaire du titulaire entreprise unique :

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

18.2.2 Redressement ou liquidation judiciaire d'un membre du groupement non mandataire :

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle de l'accord-cadre est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle de l'accord-cadre est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité de l'accord-cadre.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

18.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire d'un membre du mandataire solidaire :

En cas de redressement judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale de l'accord-cadre est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Pouvoir Adjudicateur peut :

- Soit résilier la totalité de l'accord-cadre ;
- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 : LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du Code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics⁶

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

<p>Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Télécopie : 01 60 56 66 10 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/</p>
--

ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
-----------------	---------------------

⁶ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

3 - Documents contractuels	4
4.2 Remplacement des intervenants	3.4.3
5.1.3 - Délai de vérification	28.2
5.1.4 - Présence du titulaire	27.3
5.2 - Admission	30.1
5.3 - Réfaction et rejet	30.4.3
5.4.1 – Garantie des fournitures	33
9.5.2 – Avance - Cas des micros, petites ou moyennes entreprises	11.1 option A
13.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.3
	14.1.1
	14.1.2
13.3 - Autres cas de pénalités	14.1.3
13.3 - Autres cas de pénalités	14.1.2